

Actuellement, les ministres des Finances du Commonwealth sont en réunion à la Barbade où ils examinent un certain nombre d'aspects financiers cruciaux de la sécurité économique. Le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé "Vers un nouvel ordre économique international", a été reçu par les chefs de gouvernement à Londres comme une contribution marquée à la compréhension des questions Nord-Sud. Les ministres des Finances cherchent maintenant la meilleure façon d'y donner suite. Les rencontres ordinaires des ministres des Finances du Commonwealth sont une bonne occasion d'échanger des vues en toute franchise et en toute liberté sur plusieurs aspects du dialogue Nord-Sud.

La semaine prochaine, dans le cadre plus large des Nations Unies, j'exposerai mes idées et mes inquiétudes quant à l'efficacité du système de l'ONU et notamment quant à l'avenir du dialogue Nord-Sud après la CCEI. C'est à la mise en oeuvre rapide et totale des accords de la CCEI sur l'aide au développement, les mesures spéciales, un fonds commun, les économies et la diversification de l'énergie qu'il faut maintenant procéder. Dans les secteurs de l'endettement des pays en développement et du pouvoir d'achat des matières premières et des ressources énergétiques, où des désaccords ont été enregistrés à la CCEI, on devra redoubler d'efforts dans les mois qui viennent si l'on tient à réaliser une identité de vues sur la manière de les aborder.

De toute évidence, nous n'en sommes qu'au prélude d'un long processus. Il s'en trouvera pour dénoncer la lenteur et la timidité des réalisations et pour prôner des transformations radicales de la structure du commerce international et du régime monétaire ainsi que davantage de transferts de ressources. Allons rapidement mais sûrement. Il nous est impossible de renforcer l'économie mondiale si nos propres économies ne sont pas saines. Il faut lutter chez nous contre l'inflation, le chômage et la pénurie des ressources, problèmes généraux, pour pouvoir aider l'étranger.

Il faut se garder des exigences extrémistes des pays en développement tout comme des réactions rétrogrades des pays développés si nous voulons réaliser nos objectifs. Je crois au juste milieu. Et c'est à nous, parlementaires, qu'il revient de le trouver. A long terme, nous serons assurés de la prospérité et de la sécurité économique seulement si nous veillons à ce que le monde en développement s'achemine lui-même vers la prospérité.

Passant maintenant à l'engagement renouvelé du Commonwealth auprès de la communauté mondiale, j'aimerais souligner brièvement les avantages dont bénéficie notre association. Nous